

Compte rendu du Comité syndical intervenant en substitution du Comité d'exploitation de la Régie Velib'

Séance du 31 mai 2018

Le trente et un mai deux mille dix-huit, à 15 heures, le Comité syndical intervenant en substitution du Comité d'exploitation de la régie Vélib', dûment convoqué le 25 mai 2018, s'est réuni à l'Hôtel de Ville du 12^e arrondissement de Paris, 130 avenue Daumesnil 75012 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice : 69

Nombre de personnalités qualifiées extérieures en exercice : 2

Nombre de délégués présents ou représentés : 42 dont 12 pouvoirs

Nombre de personnalités qualifiée extérieure présente : 0

Étaient présent·e·s :

Titulaires :

Mme France Bernichi (Alfortville), M. Jean-Michel Arberet (Arcueil), M. Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), M. Henri Vincent (Bois-Colombes), M. Boujemaa El Kasmi (Bondy), M. Samuel Besnard (Cachan), Mme Alice le Moal (Clichy-la-Garenne), M. Philippe Ribatto (Fontenay-aux-Roses), M. Yoann Rispal (Fontenay-sous-Bois), M. Boutaëb Kaddani (Joinville-le-Pont), Mme Genevieve Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Mme Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Mme Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Mme Catherine Pilon (Montreuil), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Jean-Jacques Pasternak (Nogent-sur-Marne), M. Philippe Lebeau (Pantin), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), M. Christophe Najdovski (Paris), Mme Marie-Michelle Phojo (Romainville), Mme Monique Bouteille (Rueil Malmaison), M. Patrice Pattée (Sceaux), M. Christophe Boissière (Vincennes), M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine), Mme Christine Bruneau (Grand Paris Seine Ouest), M. Hervé Lièvre (Grand Paris Seine Ouest), M. Jean-Marc Szmargd (Grand Paris Seine Ouest), M. Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest).

Suppléant(e)s avec voix délibératives :

Anna Angeli (Le Pré Saint-Gervais), Dominique Lebrun (Saint-Cloud).

Excusé·e·s ayant donné pouvoir :

Jean-François Monino (Aubervilliers) donne pouvoir à Patrice Lebeau, Bruno Tuder (Bagneux) donne pouvoir à Philippe Ribatto, Françoise Schoeller (Bourg-la-Reine) donne pouvoir à Patrice Pattée, Hervé Hemonet (Colombes) donne pouvoir à Genevieve Gaillabaud, Stéphane Prat (Ivry-sur-Seine) donne pouvoir à Jean-Marc Bourjac, Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine) donne pouvoir à Sophie Deschiens, Pascale Trimbach (Saint-Mande) donne pouvoir à C. Boissiere, Mahrouf Bounegta (Villejuif) donne pouvoir à Marie-France Parrain, Gauthier Mougin (GPSO) donne pouvoir à Christine Bruneau, Michel Jiaume (GPSO) donne pouvoir à Jean-Marc Szmargd, Pierre Garzon (Val-de-Marne) donne pouvoir à Yoann Rispal, Patrick Ollier (MGP) donne pouvoir à Catherine Baratti-Elbaz.

Excusé·e·s :

Philippe Pierre (Argenteuil), Bruno Beschizza (Aulnay-sous-Bois), Merouan Hakem (Bagnolet), Jean-Pierre Spilbauer (Bry-sur-Marne), Yves Fuchs (Champigny-sur-Marne), Pascal Turano (Charenton), Ali Id Elouali (Choisy-le-Roi), Bernard Accart (Courbevoie), Christophe Bernier (Gennevilliers), Fatah Aggoune (Gentilly), Robin Reda (Juvisy-sur-Orge), Ibrahima Traoré (Le Kremlin-Bicêtre), Bernard Cacace (Le Raincy), Christophe Paquis (Les Lilas), Arnold Voillemin (Livry-Gargan), Rodéric Aarsse (Malakoff), Gilles Gauché-Cazalis (Nanterre), Bernard Girault (Noisy le Sec), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Jean-Paul Fauconnet (Rosny-sous-Bois), Cécile Ranguin (Saint-Denis), Sylvain Berrios (Saint-Maur-des-Fossés), Alain Guetrot (Saint-Maurice), Amirouche Laidi (Suresnes), Antoine Dupin (GPSO), Aline de Marcillac (GPSO), Daniel Guiraud (MGP), Geneviève Lafferere (Personnalité qualifiée), Véronique Michaud (Personnalité qualifiée).

Assistaient également à la séance :

Mmes Véronique Haché, directrice du Syndicat, Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mélody Tonolli, directrice de la communication et du marketing, MM. Malik Salemkour, directeur juridique, des finances et de de la commande publique, Olivier Bonnefoy, directeur des services techniques, et Pierre Rapeau, chargé de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 5 avril 2018
2. Avis requis sur :
 - La mesure compensatoire exceptionnelle relative aux locations du service public Velib'
 - La mesure compensatoire exceptionnelle relative aux abonnements du service public Velib'
 - La décision modificative n°1 du budget annexe Régie Velib' 2018
3. Point divers :
 - Déploiement et service Vélib'
 - Communication et marketing

La Présidente a ouvert la séance à 15 heures et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Thierry-Michel Isoard est désigné secrétaire de séance.

1 – Approbation du procès-verbal de la séance du 5 avril 2018

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal de la séance du 5 avril 2018.

En l'absence d'observations, le procès-verbal du Comité Syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 5 avril 2018 est adopté à l'unanimité.

2 – Délibérations

2.1 Avis requis sur la décision modificative n°1 du budget annexe Régie Velib' 2018 (délibération VM 2018 06)

Le budget primitif rectifié 2018 du budget annexe Régie Velib' a été adopté lors de la séance du 05 avril 2018 en intégrant l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2017 de 4 004,73€ constaté au compte administratif 2017 de la régie Velib'. Dans le respect des principes budgétaires et comptables, en cours d'année, le comité syndical peut procéder à des ajustements des montants inscrits en recettes et dépenses, par décisions modificatives.

En conséquence des retards constatés dans le déploiement du service et dans la perspective d'une mise en œuvre de mesures compensatoires exceptionnelles relatives aux abonnements et aux locations du service Velib', il est proposé de procéder à certains ajustements budgétaires suivants.

Le marché de vélos en libre-service- Velib' notifié le 9 mai 2017 à la société Smovengo prévoyait un déploiement des 1050 stations prévues au forfait et des 350 commandées au chapitre 1 du bordereau des prix unitaires à hauteur de 50% au 1^{er} janvier 2018 et pour la totalité au 1^{er} avril 2018.

Par ailleurs, l'annexe 1 au programme fonctionnel définitif valant clauses administratives (PFDA) prévoit dans l'hypothèse d'un retard dans la mise en service, la mise en œuvre des pénalités applicables au prestataire d'un montant forfaitaire de 1 000 000 € suite au constat du retard dans la mise en service établi au 1^{er} jour de chaque mois à compter du 1^{er} janvier 2018.

Ainsi, après procès-verbal contradictoire établi chaque mois avec le titulaire, le Syndicat a procédé aux décomptes de ces pénalités dues et les a titrés au titulaire du marché à hauteur de 1 million d'euros pour chacun des mois de janvier, février, mars et avril 2018. Aussi, il est proposé d'inscrire ces recettes exceptionnelles à hauteur de 4 millions d'euros pour cette période.

Au regard du retard dans le déploiement du service Velib' sur le territoire métropolitain, il est proposé de mettre en place, à titre exceptionnel, les mesures compensatoires suivantes au bénéfice des abonnés du service.

- Un remboursement sur demande des abonnements en cours sur la période de janvier à mai inclus
- Un remboursement des montants perçus au titre des locations inférieures et supérieures à 30 mn.

La présente décision modificative a donc pour objet d'ajuster comme suit les recettes et dépenses de la section de fonctionnement :

En recettes :

- Augmentation des recettes exceptionnelles : 4 000 000 €

En dépenses :

- Augmentation des dépenses exceptionnelles : 1 000 000 €

Soit un budget total de l'exercice après la présente DM de :

- Section de fonctionnement dépenses : 42 710 000€
- Section de fonctionnement recettes : 45 714 004,73€

Soit un suréquilibre en fonctionnement de : 3 004 004,73€.

Ainsi après l'affectation au budget 2018 des recettes et dépenses supplémentaires énoncées dans le cadre de cette décision modificative la section de fonctionnement perdurera en suréquilibre de 3 004 004,73€

Considérant que l'exécution du budget annexe 2018 nécessite d'ajuster les crédits inscrits en section de fonctionnement en dépenses et recettes ;

Le Comité syndical, intervenant en substitution du Conseil d'exploitation après en avoir délibéré, émet un avis favorable unanime, sur la décision modificative n°1 du budget annexe régie Vélib' 2018 arrêtée comme suit :

Section de Fonctionnement

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
67- Charges exceptionnelles	678		1 000 000€		
77- Produits exceptionnels	7711				4 000 000€
TOTAL			1 000 000€		4 000 000€
SOLDE					3 000 000€

2.2 Avis requis la mesure compensatoire exceptionnelle relative aux locations du service public Velib'(délibération VM 2018 07)

Le marché n° VM201701-1 de vélos en libre-service- Velib' notifié le 9 mai 2017 à la société Smovengo prévoyait un déploiement des 1050 stations prévues au forfait et des 350 commandées au chapitre 1 du bordereau des prix unitaires :

- à hauteur de 50% au 1^{er} janvier 2018 ;
- et pour la totalité au 1^{er} avril 2018.

Au regard du retard dans le déploiement du service Velib' sur le territoire métropolitain et des dysfonctionnements techniques relevés, il apparaît nécessaire de mettre en place, à titre exceptionnel, des mesures compensatoires au bénéfice des abonnés du service.

La présente délibération a donc pour objet de prévoir l'absence de facturation ou le remboursement des locations inférieures et supérieures à 30mn pour l'ensemble des abonnements au service Velib' pour les mois de janvier à mai 2018.

Ainsi, il est proposé de ne pas procéder à la facturation ou de rembourser les locations inférieures et supérieures à 30 mn sur les mois de janvier à mai 2018 pour l'ensemble des abonnements au service Velib' à savoir :

- 1) Les abonnements longue durée (listés à l'article 1 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib') :
 - l'abonnement V-Libre ;
 - l'abonnement V-Plus ;
 - l'abonnement V-Max.
- 2) Les abonnements courte durée (listés à l'article 2 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib') :
 - l'abonnement V-Découverte;
 - l'abonnement V-Séjour ;

- l'abonnement V-Découverte tribu ;
- l'abonnement V-Séjour tribu.

Considérant que compte tenu du retard pris dans le déploiement du service Velib' sur le territoire métropolitain et des dysfonctionnements techniques relevés, il apparaît nécessaire de mettre en place une mesure compensatoire au bénéfice des usagers du service ;

Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré, émet un avis favorable unanime sur la mesure tendant à ne pas facturer ou à rembourser les locations inférieures et supérieures à 30 mn sur les mois de janvier à mai 2018 pour l'ensemble des abonnements au service Velib' à savoir :

- 1) *Les abonnements longue durée (listés à l'article 1 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib') :*
 - l'abonnement V-Libre ;
 - l'abonnement V-Plus ;
 - l'abonnement V-Max.
- 2) *Les abonnements courte durée (listés à l'article 2 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib') :*
 - l'abonnement V-Découverte;
 - l'abonnement V-Séjour ;
 - l'abonnement V-Découverte tribu ;
 - l'abonnement V-Séjour tribu.

2.3 Avis requis la mesure compensatoire exceptionnelle relative aux abonnements du service public Velib'(délibération VM 2018 08)

Le marché n° VM201701-1 de vélos en libre-service- Velib' notifié le 9 mai 2017 à la société Smovengo prévoyait un déploiement des 1050 stations prévues au forfait et des 350 commandées au chapitre 1 du bordereau des prix unitaires :

- à hauteur de 50% au 1^{er} janvier 2018 ;
- et pour la totalité au 1^{er} avril 2018.

Au regard du retard pris dans le déploiement du service Velib' sur le territoire métropolitain et des dysfonctionnements techniques relevés, il apparaît nécessaire de mettre en place, à titre exceptionnel, des mesures compensatoires au bénéfice des abonnés du service.

La présente délibération a donc pour objet de présenter une mesure tendant au remboursement des abonnements encaissés sur les mois de janvier à mai 2018 au bénéfice des usagers.

Cette mesure concerne les abonnés du service Velib' détenteurs des offres « V-Plus » et « V-Max » que ces abonnements fassent l'objet d'une tarification dite classique ou réduite (Velib' Jeunes ou Vélib' Solidarité) et tels qu'ils sont désignés aux articles 1 et 4 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib'.

Les abonnements ayant fait l'objet d'une tarification promotionnelle sur les mois de janvier, février et mars 2018 pourront également bénéficier de la mesure de remboursement.

Par ailleurs, les abonnés Velib' de 2017 dont l'abonnement court en 2018 (cf article 10 de la délibération précitée), repris dans le cadre du nouveau service, pourront également bénéficier de la mesure de remboursement.

La mesure compensatoire s'applique aux abonnements effectifs sur les mois de janvier à mai 2018.

Pour pouvoir bénéficier de la présente mesure, les abonnés devront expressément en faire la demande via un formulaire en ligne.

Dans l'hypothèse où les douze mensualités des abonnements précités auraient été réglés en une fois, le remboursement sera effectué au prorata.

Considérant que compte tenu du retard pris dans le déploiement du service Velib' sur le territoire métropolitain et des dysfonctionnements techniques relevés, il apparaît nécessaire de mettre en place une mesure compensatoire au bénéfice des abonnés ;

Le Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation, après en avoir délibéré, émet un avis favorable unanime sur la mesure exceptionnelle de remboursement des abonnements « V-Plus » et « V-Max » que ces abonnements fassent l'objet d'une tarification dite classique ou réduite (Velib' Jeunes ou Vélib' Solidarité) et tels qu'ils sont désignés aux articles 1 et 4 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib'.

Les abonnements ayant fait l'objet d'une tarification promotionnelle sur les mois de janvier, février et mars 2018 pourront également bénéficier de la mesure de remboursement.

Les abonnés Velib' de 2017 dont l'abonnement court en 2018 (cf article 10 de la délibération précitée), repris dans le cadre du nouveau service, pourront également bénéficier de la mesure de remboursement.

La mesure compensatoire s'applique aux abonnements effectifs sur les mois de janvier à mai 2018. Pour bénéficier de la présente mesure les abonnés devront expressément en faire la demande via un formulaire en ligne. Dans l'hypothèse où les douze mensualités des abonnements précités auraient été réglés en une fois, le remboursement sera effectué au prorata.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 16 heures.

La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^{ème} arrondissement